

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 265 du 24.08

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

2 Les brèves

2-1 Oussama Hamdan: Le président Abbas est en train de lancer une guerre totale en Cisjordanie.

2-2 Un centre juridique souhaite juger le président Abbas et le gouvernement de Fayyad.

2-3 PNN : L'institut Mandela décrie les conditions de détentions des prisonniers politiques palestiniens.

2-4 Des mégots de cigarette trouvés dans la nourriture destinée aux prisonniers palestiniens.

2-5 Le directeur d'une ONG pour les droits de l'homme toujours détenu par Israël.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Ali Abunimah : La guerre de Mahmoud Abbas contre le peuple palestinien.

3-2 Point de vue de Khalid Amayreh : Rapprochement avec le Hamas avant le Ramadan.

3-3 Point de vue de Alain Gresh : Un accord est-il possible entre Abbas et Olmert ?

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Abdel Nasser Ferwana : Les prisonniers défient l'impossible : ils transforment les prisons en universités.

4-2 Nadia Sweeny : Muayad Bani Odeh : Un militant du Hamas au service d'Israël.

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Oussama Hamdan: Le président Abbas est en train de lancer une guerre totale en Cisjordanie.

Un haut responsable du Hamas au Liban a accusé, hier, le président palestinien 'modéré' Mahmoud Abbas de lancer une guerre totale contre sa propre formation de résistance (le Hamas)

Oussama Hamdan, qui est le représentant du Hamas au Liban, a déclaré à des journalistes qu'Abbas s'efforce de transformer 'sa' Cisjordanie sous dictature Fatah en une « zone de non-droit, contrôlée par les chefs de multiples services de sécurité » [les sbires d'Abbas, ndt].

Il a ajouté que ces mesures, que s'apprête à prendre le chef du Fatah, n'amèneraient pas « le Hamas à abandonner ses méthodes de résistance, ni les droits du peuple palestinien »

Le Hamas a accédé au pouvoir en Cisjordanie et dans la bande de Gaza en mars 2006.

Mais après plusieurs mois de combats internes palestiniens, qui ont culminé avec la prise du contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, par la force armée, au mois de juin, Abbas a mis sur pied son gouvernement en Cisjordanien, et il a limogé les responsables Hamas.

Depuis lors, Israël et la communauté internationale ont adopté Abbas, dans une tentative visant à empêcher les militants islamistes de marquer de nouveaux points. Le Hamas se retrouve largement isolé dans la bande de Gaza. Ses responsables se plaignent depuis des semaines de répressions et de rafles à leur rencontre en Cisjordanie, effectuées par le Fatah (la bande à Abbas).

Hier, des responsables du Hamas dans les territoires palestiniens ont indiqué que neuf militants du Hamas, dont un prédicateur de mosquée, étaient détenus en Cisjordanie.

« Ce qui est en train de se passer, en Cisjordanie, c'est une guerre totale contre le Hamas », a déclaré Hamdan. « Nous voudrions rappeler à ceux qui imagineraient les choses autrement que le Hamas a su faire face à une campagne sauvage de l'ennemi (Israël) au cours des années passées, et qu'il a eu des centaines de martyrs et des milliers de prisonniers : cela n'a pas amené pour autant le peuple à se détourner de lui. Au contraire. »

Evoquant une proposition faite par Abbas de déployer une force internationale de maintien de la paix dans la bande de Gaza, Hamdan a déclaré que le président palestinien ne fait pas autre chose que d'« appeler à mijoter une nouvelle occupation, sous couvert de slogans creux à base de « forces internationales » ».

(Associated Press).

On International Herald Tribune (on-line),

22 août 2007

<http://www.iht.com/articles/ap/2007/08/22/africa/ME-GEN-Lebanon-Palestinians.php>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

2-2 Un centre juridique souhaite juger le président Abbas et le gouvernement de Fayyad.

Le centre d'Al-Mizan pour les droits de l'homme a annoncé qu'il va tenter un procès contre les décrets et les décisions du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et le gouvernement illégal de Fayyad, concernant la privation de milliers de citoyens palestiniens de leurs travaux et salaires.

Il a ajouté qu'il va montrer que ces décisions sont illégales afin de les annuler.

Le gouvernement formé illégalement par le président Abbas sous la direction de Salam Fayyad à Ramallah avait confisqué les salaires de fonctionnaires qui appartiennent au mouvement du Hamas et à ceux qui s'engagent dans les décisions du gouvernement légal d'Ismaïl Haniyeh.

De son côté, le président Abbas avait publié plusieurs décrets pour renvoyer certains responsables et fonctionnaires de l'autorité palestinienne dont la dernière décision de relever plus de 190 personnes de leurs fonctions.

L'avocat Issam Younès, le directeur du centre d'Al-Mizan pour les droits de l'homme, a dévoilé que son centre va tenter un procès à la cour palestinienne contre toutes les parties qui ont pris ces décisions dans le but de les annuler.

Il a affirmé que ces décisions sont illégales et qu'elles représentent une punition collective

2-3 PNN : L'institut Mandela décrit les conditions de détentions des prisonniers politiques palestiniens.

Bothaina Doqmaq, avocate de l'institut Mandela pour les détenus politiques dans les prisons israéliennes, a indiqué que l'Administration des Prisons Israélienne (IPS) continuait ses agissements illégaux envers les prisonniers politiques palestiniens ainsi qu'envers leurs proches.

Doqmaq a rendu visite à un certain nombre de détenus à Ehsil, Galboa' et Be'er Shiva -prisons israéliennes. Les prisonniers l'ont informée que l'administration continuait ses attaques continues à leur encontre. De plus, elle n'a pas cessé ses transferts de détenus dans d'autres établissements pénitentiers.

Les prisonniers ont ajouté que l'IPS a interdit durant un mois entier les visites des familles à la prison de Ehsil. Les détenus ont demandé à l'administration de recevoir plus de chaînes câblées, y compris la chaîne de TV palestinienne. Ils ont également émis la requête à l'IPS d'élargir l'espace qui leur est destiné à l'extérieur de leur cellule. Une demande concernant la visite d'enfants de moins de 10 ans à leurs proches a de même été formulée. Daqmaq a constaté les conditions de détentions de certains détenus: trois prisonniers de l'établissement de Galboa' sont détenus menottes aux poignets et aux chevilles. Un homme est pour sa part confiné dans sa cellule et n'a droit à aucune visite depuis son arrestation il y a 22 jours.

D'autres avocats de l'institut Hilal Jaber ont également constaté les conditions de détention en se rendant dans plusieurs établissements. Ils notent que les cellules sont bondées et que les prisonniers souffrent physiquement des conditions dans lesquelles ils sont détenues. Malgré l'état de santé de plusieurs prisonniers, aucun soin médical n'est dispensé.

Ecrit par PNN
16.08.07

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1339&Itemid=1

2-4 Des mégots de cigarette trouvés dans la nourriture destinée aux prisonniers palestiniens.

Le Comité Nafah de Défense des Droits des Prisonniers Palestiniens a publié un rapport lundi accusant les gardiens du camp de détention d'Howwara près de Naplouse de mélanger des mégots de cigarette à la nourriture des détenus politiques palestiniens.

D'après ce rapport, le Comité Nafah a été informé par les détenus que des soldats israéliens avaient déjà auparavant mélangé divers déchets à la nourriture.

Selon le Comité, cette nourriture est impropre à la consommation, mais les prisonniers n'ont pas le choix, car ce que leur apporte leur famille n'est pas suffisant.

Lundi, les détenus palestiniens de la prison d'Howwara ont refusé de prendre leur ration quotidienne pour protester contre ce traitement.

Le Comité Nafah a appelé la Croix-Rouge et les associations de défense des droits de l'homme à intervenir.

Il y a environ 12,000 prisonniers politiques palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, dont des femmes et des enfants. La majorité d'entre eux sont retenus sous détention administrative et n'ont aucune charge retenue contre eux.

Source : PNN

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1367&Itemid=1

2-5 Le directeur d'une ONG pour les droits de l'homme toujours détenu par Israël.

Une cour militaire israélienne a refusé vendredi de relâcher Mohammad Bisharat, le leader de l'Association Nafha pour la défense des détenus et des droits de l'Homme.

Mohammad Bisharat a été enlevé par l'armée il y a une vingtaine de jours et est toujours détenu dans la prison d'Huwara.

Les autorités israéliennes n'ont pourtant retenu aucune charge contre lui. Mohammad Bisharat est connu pour ses activités de défense des droits de l'homme et des détenus emprisonnés par Israël. Il avait déjà été kidnappé peu après le début de la seconde Intifada fin 2000.

L'Association Nafha a violemment critiqué Israël pour cette détention arbitraire et a appelé toutes les organisations de défense des droits de l'homme à faire pression sur les autorités israéliennes. Elle exige la libération de Mohammad Bisharat et demande à Israël de mettre fin à ses attaques contre les institutions de défense des

droits de l'homme dans les territoires occupés.

Il y aurait environ 10.000 prisonniers détenus par Israël dans différentes prisons et camps de détention. 555 d'entre eux ont été arrêtés avant le début de la seconde Intifada, dont 369 avant même les accords d'Oslo signés par Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine.

Au moins 400 enfants ont par ailleurs été arrêtés par l'armée depuis le début de la seconde Intifada. Ecrit par PNN

18.08.07

Source : PNN

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1347&Itemid=1

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Ali Abunimah : La guerre de Mahmoud Abbas contre le peuple palestinien.

Sur la scène politique, le Hamas a continué de réagir à l'escalade de la guerre d'Abbas avec la même constance, lançant des appels journaliers au dialogue, à la réconciliation et à un retour au gouvernement national d'unité.

« *Le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, était apparemment davantage enchanté par le banquet disposé pour lui par l'épouse du négociateur en chef palestinien, Saeb Erekat, qu'il ne l'était avec le Président Mahmoud Abbas lors de la réunion d'avant-hier à Jéricho* » d'après le compte-rendu fait par le journal libanais As-Safir sur son site Web le 8 août, citant la chaîne israélienne de télévision Canal 10.

Le correspondant de Canal 10 parlait de « *l'hospitalité et de la chaleur* » qui ont marqué la réception d'Olmert et sa délégation par Abbas, notant que « *l'épouse d'Erekat avait insisté pour préparer personnellement et servir elle-même* » le banquet. Olmert, ajoute le compte-rendu, « *ne pouvait pas cacher son appétit pour la riche nourriture et son plaisir devant cette hospitalité et cette générosité* » manifestées par les hôtes palestiniens pour leurs invités israéliens.

Derrière tout ce théâtre, les résultats de la réunion étaient aussi maigres que prévus. Olmert a publiquement affirmé son engagement « *à une solution à deux Etats* », tandis que les porte-parole expliquaient à la presse qu'Israël n'était prêt à discuter aucune des questions fondamentales, telles que les frontières, l'arrêt de la colonisation juive, ou les droits des réfugiés. L'exercice visait à maintenir la fiction d'un « *processus de paix* » dont Abbas est censé un jour tirer des résultats.

Pourtant, alors qu'il fournit Olmert en délicatesses à Jéricho, Abbas fait de son mieux pour s'assurer que les Palestiniens dans Gaza continuent à souffrir et à mourir de faim pour cause de fermeture des passages frontaliers commerciaux et civils et de blocus strict imposé par Israël depuis que les combattants du Hamas ont éconduit début juin les milices du Fatah soutenues par les Etats-Unis et Israël.

Une source travaillant directement avec les ministres d'Abbas dans le « gouvernement d'urgence » non élu et illégal de Salam Fayyad et basé à Ramallah m'a écrit qu'« *Abbas a explicitement demandé que la frontière de Rafah soit fermée et demeure fermée avec comme objectif d'étrangler le Hamas.* » Cette source qui a décidé de parler parce que scandalisée, et qui a demandé à conserver l'anonymat parce que craignant des représailles, a ajouté qu'Abbas « *est prêt à voir mourir son propre peuple au profit de ses intrigues politiques.* » Cet informateur a encore ajouté que tandis que les déclarations officielles des services de relations publiques d'Abbas affichent que la frontière doit être ouverte immédiatement, « *ce qui se trame lors des réunions est à l'opposé.* »

Ce que mon informateur confirme avait été déjà mentionné dans *Haaretz* dans un article daté du 8 juillet rapportant qu'Abbas « *avait demandé à Israël et à l'Egypte d'empêcher la circulation des personnes entre l'Egypte et la bande de Gaza par le passage frontalier de Rafah* » et qu'« *Abbas et un certain nombre de ses conseillers ont demandé que la demande ne soit pas rendue publique* » (« *Abbas demande que le passage de Rafah entre Gaza et l'Egypte reste fermé* » *Haaretz*, 18 juillet 2007).

La politique d'Abbas de complot avec Israël pour affamer ses propres personnes porte ses fruits. L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens [UNRWA] a lancé un appel désespéré pour que s'ouvrent les frontières de la bande de Gaza sous le siège. Filippo Grandi, le commissaire général adjoint de l'agence a averti dans un rapport daté du 9 août que dans quelques semaines Gaza pourrait « *être dépendante à 100% de l'aide* » (communiqué de presse de Filippo Grandi, ville de Gaza, 9 août 2007.)

La totalité des 600 usines de fabrication de vêtements dans Gaza se sont arrêtées parce qu'elles ne peuvent pas importer leurs matières premières et 90 % des usines impliquées dans l'industrie du bâtiment sont fermées, rapporte la BBC le 9 août citant des chiffres fournis par les Nations unies. Ce sont 120 000 ouvriers dans Gaza qui sont susceptibles de perdre leur travail, et même l'UNRWA et le Programme des Nations unies pour le développement ont dû stopper la construction d'abris pour les réfugiés. (« *L'ONU lance un cri d'alarme sur l'étouffement économique de Gaza* » *BBC news*, 9 août 2007.)

Dans ce qui pourrait être une admission tacite de la complicité d'Abbas, Grandi fait un appel direct non seulement à Israël, mais aussi « *aux autorités palestiniennes* » pour prendre « *des mesures immédiates pour ouvrir le poste*

frontière de Karni aux importations et aux exportations, aussi bien qu'aux marchandises humanitaires. » Il ajoutait que « seulement ceci permettra au peu d'économie qu'il reste dans Gaza de survivre. »

Car le peuple dans Gaza souffre l'étranglement, des milliers de leurs parents ont échoué dans des conditions désespérées du côté égyptien de la frontière de Rafah, réfugiés exilés même de leur endroit d'exil. Beaucoup parmi ces personnes sont de santé fragile et sont allées en Egypte suivre un traitement médical, et au moins 31 d'entre elles sont mortes durant leur attente de pouvoir rentrer à la maison.

Sur la scène politique, le Hamas a continué de réagir à l'escalade de la guerre d'Abbas avec la même constance, lançant des appels journaliers au dialogue, à la réconciliation et à un retour au gouvernement national d'unité. En dépit du siège, le Hamas a également continué à tenir ses engagements avec succès, payant les salaires des milliers d'employés de gouvernement dont les salaires sont bloqués par Abbas et Fayyad.

Abbas, tout en s'engageant littéralement avec l'occupant et le colonisateur, continue de rejeter avec colère tout dialogue entre Palestiniens. Pourtant, il est douteux que cette position puisse résister longtemps. Abbas, conformément à un veto de l'administration Bush, refuse de discuter après même que certains dirigeants israéliens aient commencé à préconiser un dialogue direct avec le Hamas.

L'un d'entre eux est Efraim Halevy, ancien directeur de l'agence de renseignements d'Israël, le Mossad. Interrogé par le *Wall Street Journal*, Halevy déclare : « Je ne dis pas que nous devrions parler au Hamas par compassion pour lui. Je n'ai aucune sympathie quelconque pour le Hamas. Je pense qu'il s'agit d'une bande abominable... mais je n'ai entendu personne dire que le tandem Abbas-Fayyad allait faire le travail » (« Et si Israël discutait avec le Hamas ? Projet d'un ancien maître-espion, vu comme une hérésie par certains » *Wall Street Journal*, 1 août 2007).

Halevy exprime des doutes à propos de la stratégie US tentant de soutenir Abbas et d'isoler le Hamas, la qualifiant de « *fantasme politique* ». Il a appelé Israël à négocier une trêve à long terme avec le Hamas, trêve qui a déjà été proposée par ce mouvement. Halevy, indique le *Journal*, « fait partie d'un petit groupe de personnalités qui aujourd'hui disent que, en raison de l'influence grandissante du Hamas, il est devenu impossible d'éviter un tel dialogue. L'ancien secrétaire d'Etat Colin Powell s'est joint à ce groupe lors d'une récente interview sur la radio nationale publique. »

Sûr de lui, Abbas continue ; il a récemment reçu une nouvelle livraison d'armes importante - 1 000 fusils - coordonnée par Israël et la Jordanie pour renforcer ses milices contre le Hamas. Toutes ces provocations entraînent des conséquences. Si la direction civile du Hamas persiste à brandir la branche d'olivier, la base du mouvement de résistance montre, à certains signes, qu'elle commence à être à bout de patience.

Suite à l'appel récent de Fayyad aux forces de la résistance pour un désarmement unilatéral face à l'occupant, et à la publication qui a suivi de son « programme de gouvernement » qui omet de mentionner la lutte armée, les Comités populaires de la Résistance (CPR) ont publié un avertissement menaçant. Lors d'une conférence de presse du 28 juillet, un porte-parole du groupe - une coalition des combattants de la résistance de différentes factions dont le Fatah, responsables de la capture du prisonnier de guerre israélien Gilad Shalit - « a appelé Abbas, Fayyad et d'autres membres du gouvernement, "les traîtres de Ramallah", et fait le serment qu'ils recevront une "réponse identique à celle de l'occupant israélien" » (« CPR : Fayad et 'les traîtres de Ramallah', cibles d'une attaque », *Ha'aretz*, 28 juillet 2007).

En attendant, un autre membre du Hamas, Mou'ayad Bani Odeh, 22 ans, est mort dans un hôpital israélien après y avoir été transféré depuis la prison d'Al-Juneid dirigée par les forces d'Abbas. Bani Odeh, selon le Hamas, a succombé à des blessures résultant de tortures infligées par les hommes d'Abbas, lesquels continuent leur répression contre les membres du Hamas dans toute la Cisjordanie. (« *Un membre du Hamas meurt après avoir été torturé dans une prison de l'Autorité palestinienne* », *Ma'an News*, 10 août 2007).

Des signes montrent qu'à moins qu'Abbas et son entourage ne renversent le cours des choses et ne mettent fin à leur guerre contre le peuple palestinien, le calme apparent qui prévaut actuellement sera rompu par une nouvelle tempête.

Ali Abunimah

* Ali Abunimah est cofondateur d'Electronic Intifada

10 août 2007 - *The Electronic Intifada* -

<http://electronicintifada.net/v2/ar...>

Traduction : CZ/JPP

Source : Info Palestine

<http://www.info-palestine.net/...>

3-2 Point de vue de Khalid Amayreh : Rapprochement avec le Hamas avant le Ramadan.

Un leader de haut rang du Fatah a prédit qu'un « rapprochement » avec le Hamas sera atteint avant le mois béni des musulmans de Ramadan qui commence le 13 ou le 14 septembre.

L'officiel basé à Ramallah, qui a demandé l'anonymat « en raison de la sensibilité du sujet », a dit qu'il croyait que le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas était en train de reconsidérer sa précédente position exagérée vis-à-vis du Hamas.

Abbas a déclaré à maintes reprises qu'il ne parlerait pas avec le Hamas jusqu'à ce que « les bellicistes reviennent au statu quo ante » qui précédait les événements de mi-juin dans la bande de Gaza et qu'ils s'excusent au peuple palestinien.

« Je pense qu'Abbas a remarqué que dire "Non" à tous les efforts de médiation arabes et étrangers est contreproductif, que cela mène à sa défaite et que c'est inapproprié pour les intérêts nationaux palestiniens », a dit l'officiel qui occupait un poste ministériel dans les gouvernements palestiniens de l'époque d'Oslo.

« Vous voyez, la grande majorité des Palestiniens veulent un accord entre le Fatah et le Hamas dès que possible. Personne n'est confortable avec cette situation anormale et déprimante, et il y a certains signes que plusieurs Palestiniens sont en train de blâmer Abbas et le Fatah pour l'impasse actuelle en raison de leur refus de s'asseoir avec le Hamas et de mettre fin à la crise. »

Interrogé pour savoir s'il pensait qu'Israël allait en fin de compte empêcher Abbas de renouer des liens avec le Hamas, l'officiel a dit qu'Israël allait certainement essayer de faire de son mieux pour « garder Abbas dans le cercle américano-israélien ».

« Bien sûr, ils font des efforts, ils utilisent la carotte et le bâton, pour le garder dans le cercle américano-israélien. Cependant, il est assez clair que le président est en train de réaliser qu'Israël n'est pas vraiment sincère concernant la paix et que la conférence régionale à venir ne sera qu'une autre illusion. »

« Il a donc peur que le fait de mettre tous ses œufs dans le panier américano-israélien tout en éloignant le Hamas et en exacerbant davantage le désaccord national ne sera pas de bonne augure, ni pour lui personnellement, ni pour le Fatah, et certainement pas pour la cause nationale. »

L'officiel du Fatah a dit que le rapprochement avec le Hamas ne serait pas facile des points de vue psychologique et politique.

« Psychologiquement, il y a des cicatrices pour lesquels le traitement prendra quelques temps, et politiquement, il y a plusieurs leaders du Fatah qui défendent une position intransigeante vis-à-vis du Hamas. »

« Mais Abbas n'est pas à l'aise avec ces extrémistes et il pense qu'adopter leur ligne de pensée pourrait réellement faire exploser les urnes. Vous savez, la majorité des Palestiniens n'aiment pas l'extrémisme dans quelque direction que ce soit. »

Mercredi, Abbas a montré quelques signaux conciliants à l'égard du Hamas, en disant qu'il essayait de réunir Gaza et la Cisjordanie et en appelant le groupe de la résistance à « retourner à l'unité nationale ».

« La rupture qui a eu lieu en conséquence du coup du Hamas est temporaire et sera retirée. Le peuple palestinien est opposé à cette séparation car il veut un état palestinien uni et indépendant. »

« Nous continuerons aussi à soutenir notre peuple dans la bande de Gaza, car c'est notre responsabilité », a dit Abbas lors d'une conférence de presse à Ramallah, suite à une rencontre avec le ministre japonais des affaires étrangères Taro Aso.

Les remarques d'Abbas ont attiré des réactions positives du Hamas. Un porte-parole islamique à Gaza a décrit les remarques de « bienvenues et positives ».

Le porte-parole a invité Abbas à venir dans la bande de Gaza pour des discussions de réconciliation afin de « donner à notre peuple une confiance et un espoir pour un avenir meilleur ».

De plus, des sources proches du Hamas à Gaza ont dit qu'il était probable qu'Ismaïl Haniyeh, le premier ministre du gouvernement dirigé par le Hamas basé à Gaza, donne un discours dans les quelques jours à venir dans lequel il « tendrait ses mains à Abbas pour une réconciliation et une unité ».

Comme prévu, les déclarations d'Abbas ont attiré des réactions dures du gouvernement israélien qui a averti que des discussions entre le Fatah et le Hamas vers le rétablissement de l'unité nationale palestinienne seraient considérées comme une « ligne rouge ».

Le journal israélien de droite Jerusalem Post a cité jeudi un officiel israélien anonyme en disant qu'une réconciliation entre le Fatah et le Hamas « mènerait à une rupture dans le processus diplomatique avec l'autorité palestinienne refondée ».

Selon des sources palestiniennes et arabes, plusieurs états arabes et la Russie ont fait de grands efforts pour convaincre Abbas de reprendre les discussions avec le Hamas. Des diplomates russes ont averti Abbas que si le désaccord actuel avec le Hamas restait non-résolu, les Palestiniens iraient à la conférence régionale à venir parrainée par les Etats-Unis dans un « état effroyable de faiblesse ».

Khalid Amayreh

19 août 2007

Source : CPI

<http://www.palestine-info.com/...>

3-3 Point de vue de Alain Gresh : Un accord est-il possible entre Abbas et Olmert ?

Annoncée pour l'automne par le président Bush, la perspective d'une réunion internationale sur le conflit israélo-arabe a créé un certain vent d'optimisme dans les médias internationaux, mais cet optimisme semble bien prématuré. Selon des sources israéliennes, l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien auraient commencé à discuter un texte sur un accord de principe, mais alors que les Palestiniens font de sa rédaction la condition de leur participation à une conférence internationale, Israël affirme que la conférence ne dépend pas de la rédaction de ce document.

Selon Barak Ravid, (« [Olmert, Abbas talks hit snag on refugee problem](#) », *Haaretz*, 17 août), les conversations buteraient sur le refus palestinien de faire des concessions sur le problème des réfugiés. En revanche, selon Yasser Abed-Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP et proche de Mahmoud Abbas (dans un entretien avec

le quotidien arabe de Londres *Al-Quds Al-Arabi*, du 18 août), aucune négociation n'est en cours car le gouvernement israélien refuse les discussions sur un plan détaillé. Pour lui, il ne peut s'agir de discuter d'un texte général (le plan de paix arabe est suffisant), mais de « *transformer ce plan en un cadre détaillé pour un accord pour résoudre tous les problèmes d'une solution définitive – notamment les réfugiés, Jérusalem et les frontières de manière détaillée, avec un calendrier précis et avec des garanties internationales, de manière à ce que la prochaine conférence soit fructueuse* ». Mme Condoleezza Rice devrait se rendre en Israël au début du mois prochain pour tenter de rapprocher les points de vue. Parmi les nombreuses difficultés, l'impopularité des deux gouvernements palestinien et israélien. L'idée du président Abbas de convoquer des élections qui seraient interdites au Hamas risquerait de déboucher sur des affrontements militaires en Cisjordanie. Sans parler même du coup qu'elle porterait à la démocratie dont les Occidentaux se réclament avec une telle force. Pourtant, jamais le consensus international sur la solution au conflit israélo-palestinien n'a été aussi fort. En principe, tout le monde est d'accord pour affirmer son soutien à la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël. Même le président Bush a défendu cette option. Pourtant, on peut se demander si ce « consensus » a le moindre rapport avec ce qui se passe sur le terrain. Et s'il n'est pas déjà trop tard pour créer un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Dans un article publié par *Le Monde diplomatique* du mois d'août (non disponible sur le site Internet), Régis Debray appelle à « une cure de vérité au Proche-Orient ». Il explique notamment cet étrange consensus : « *Toutes les parties trouvent intérêt au maintien des faux-semblants et trompe-l'oeil internationaux. Les Israéliens parce que l'histoire avance masquée. Les Palestiniens, parce qu'on ne peut pas dire la vérité à un peuple occupé et qui espère, sans l'inciter à s'autodétruire ; et que notables, élus, fonctionnaires tirent de ce qui est devenu un vœu pieux, gagne-pain, titulature, dignité et raison d'être. Les Européens, parce qu'ils ont choisi de s'acheter une conduite moyennant une aide financière et humanitaire importante, qui les exonère de leur passivité politique et de leur cécité volontaire. Et les Américains, mentalement plus redevables à l'Ancien Testament qu'au Nouveau, parce que leur lien existentiel avec Israël est de type filial et donc acritique. L'illusion protectrice et partagée résulte ainsi d'une coïncidence d'intérêts opposés - là est l'ironie de l'histoire.* »

Et, après avoir rappelé la situation sur le terrain et le développement des colonies : « *Se profile en résumé, au lieu de l'Etat palestinien annoncé et souhaité par tous, un territoire israélien encore inaperçu, avec, enclavées, trois municipalités palestiniennes autogérées.* »

Pour comprendre le dilemme, il faut lire l'article de Nadav Shragai, « Most settlements lie east of fence, most settlers west » (la plupart des colonies sont à l'est de la barrière, la plupart des colons à l'ouest), dans le quotidien israélien *Haaretz* (16 août).

« *Alors que seulement 48 des 122 colonies en Cisjordanie sont situées à l'ouest du tracé de la barrière de séparation, ces mêmes colonies abritent la grande majorité des colons : c'est ce que conclut une analyse faite par Haaretz, fondée sur des données du ministère de l'intérieur. Ces données montrent que 76,2% des colons – 209 716 – habitent ces 48 colonies.* » (...) « *Seulement 65 440 colons résident, en 2007, dans les 74 colonies qui sont situées à l'est du tracé de la barrière, soit 23,8% du total.* »

Au total, conclut l'article, le nombre de colons est passé en un an de 260 645 à 275 156, soit une augmentation de 5,45%, un taux d'accroissement qui est deux fois plus fort que celui de la population juive d'Israël.

Alain Gresh

Source : Carnets du diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Abdel Nasser Ferwana : Les prisonniers défient l'impossible : ils transforment les prisons en universités.

Malgré la répression féroce et le traitement inhumain, malgré les conditions de détention et la torture, les prisonniers palestiniens et arabes détenus dans les prisons de l'occupation sont parvenus à surmonter les difficultés pour s'adapter à leur situation grave et exceptionnelle. Car ils savent d'avance la nature de l'occupation et ont assisté dès leur enfance à ses crimes, comprenant ainsi que les droits s'arrachent et ne se donnent pas, que l'histoire ne s'écrit qu'avec le sang et que la victoire ne s'obtient que par les énormes sacrifices. Ils ont également réalisé, de manière précoce, que l'occupation vise leur culture et leur patrimoine, cherchant à les réduire à des corps creux sans aucun contenu. C'est pourquoi ils ont refusé de s'abandonner à l'amère situation et ont décidé, armés d'une volonté d'acier et d'une détermination inébranlable, de s'organiser et de mener la lutte derrière les barreaux pour améliorer leurs conditions de détention et arracher leurs droits fondamentaux. Ils ont offert les martyrs, l'un après l'autre et ont écrit, tout au long des dizaines d'années passées, des pages lumineuses de lutte et sont parvenus à tisser leur propre histoire, remplies de sacrifices et de magnifiques expériences. Jamais dans l'histoire humaine une expérience collective derrière les barreaux n'a été aussi lumineuse que celle du mouvement des prisonniers dans les prisons de l'occupation israélienne.

Une de ces réalisations fut de transformer les prisons et les centres de détention en bastions révolutionnaires, en écoles et universités pour former générations après générations, le dirigeant ingénieux et le militant entêté, l'écrivain magistral et le poète créatif. Le mouvement d'enseignement et d'éducation ne s'est jamais arrêté, mais est passé par plusieurs phases.

Au début, il était difficile d'obtenir des feuilles de papier et des crayons. Le papier de cigarette ainsi que tout bout de carton furent utilisés au moment où les crayons passaient clandestinement à l'intérieur des prisons. Le même crayon faisait le tour de toutes les organisations qui s'en servaient pour transmettre leurs instructions ou autres. Les détenus furent contraints de mener des grèves de la faim épuisantes afin d'obtenir des cahiers et des crayons ainsi que le droit de faire entrer des livres. Ils revendiquèrent le droit d'organiser des programmes et des stages de formation dans différents domaines.

Malgré la lenteur et la négligence des autorités carcérales, les prisonniers arrachèrent en fin de compte le cahier, le crayon et le droit de lire. L'administration de la prison dirigea alors sa répression contre la matière écrite dans les cahiers, en instaurant surveillance et contrôle et en confisquant ces écrits. Elle voulut maîtriser le genre de livres introduits, interdisant l'utile et autorisant le futile.

La situation évolua et s'améliora de sorte que les prisonniers ont obtenu tout ce dont ils avaient besoin, les cahiers, les crayons et certains livres, bien que ces « largesses » pouvaient être remises en cause à tout moment. Les prisonniers ont adopté le moyen de l'auto-instruction par la lecture individuelle ou l'échange des acquis, ou les formations collectives par les séances éducatives. Concernant les sujets abordés par les prisonniers, ils furent essentiellement politiques, sécuritaires et intellectuels, avec une attention spéciale aux moyens de résister lors des interrogatoires et au comportement avec l'administration carcérale. Des séances d'alphabétisation sont assurées aux prisonniers non instruits avec des programmes obligatoires. L'enseignement des langues, notamment l'hébreu et l'anglais, fait partie des cours proposés aux prisonniers qui le souhaitent. Des centaines de prisonniers s'y sont initiés avant de pouvoir traduire des livres et des études diverses, notamment après leur libération.

Des prisonniers se distinguent par leurs écrits

Un grand nombre de prisonniers ont suivi les cours de rédaction, assurés par les organisations dont les formations étaient inégales. Certains prisonniers ont accordé une importance supplémentaire à l'écriture et leurs écrits furent remarquables, que ce soit sous la forme de poèmes, de nouvelles courtes, d'articles, d'études et de recherches dans différents domaines. Derrière les barreaux de l'occupation, les prisonniers ont écrit et continuent à écrire des centaines de nouvelles, autant de poèmes et d'études politiques. Un grand nombre de prisonniers ont continué à écrire même après leur libération, rejoignant officiellement les écrivains, poètes, journalistes et traducteurs. Parmi les anciens prisonniers écrivains, citons Mahmud al-Gharbawî, Fayez Abu Shamaleh, Abu Salim Jadallah, 'Issa Qaraqe', Ahmad Qatamesh, Ali Jaddah, Mahmud Jadda, Hassan Abd-Allah, Ata al-Qumayrî, dr. Adnan Jâbir, Azza Ghazzawî, Ali Jaradat, Ghazi Abu Giab, al-Mutawakkel Taha, Adnan al-Damirî, Nasir al-Laham. La liste est longue et que m'excusent ceux qui n'ont pas été cités.

Des programmes différents, un but unique

Chaque organisation de la résistance a développé son propre programme éducatif en fonction de sa vision politique et idéologique, et a formé sa propre bibliothèque aux côtés de la bibliothèque central qui rassemble en général des milliers d'ouvrages. Des mécanismes d'échanges d'ouvrages entre les bibliothèques des organisations ont permis leur circulation large. Malgré la différence des programmes et des méthodes éducatives, les organisations sont d'accord pour que la durée de détention soit mise à profit pour éduquer et instruire les prisonniers, quel que soit son niveau. Il arrive que les organisations palestiniennes publient une revue commune pour les prisonniers dont la matière concerne les sujets nationaux, la sécurité et la littérature, au moment où chaque organisation publie sa propre revue et la distribue à ses membres. L'unité des prisonniers se manifeste lors des débats et réunions publiques organisés par au moins deux organisations, dans la cour de la prison, débats où sont

D'un autre côté, les prisons israéliennes assistèrent récemment à un évolution remarquable, la revendication des prisonniers à poursuivre leurs études secondaires. L'administration carcérale de l'occupation accepta selon des conditions précises, en coordination avec le ministre de l'enseignement et de l'éducation. De nombreux prisonniers eurent ainsi la possibilité d'obtenir le diplôme de fin d'études secondaires, du moins ceux dont la situation répondait aux conditions fixées. Toutefois, les prisonniers n'ayant pas achevé leurs études pré-secondaires ne furent pas autorisés à poursuivre leurs études officielles.

Droit d'adhérer à l'université et à l'enseignement à distance

En 1992, la grève illimitée de la faim des prisonniers s'était étendue à toutes les prisons et a duré dix-neuf jours. Parmi les nombreux droits arrachés au cours de cette grève, celui d'adhérer aux universités par le biais de l'enseignement par correspondance. Mais les autorités carcérales ne les autorisèrent pas à s'inscrire ailleurs qu'aux universités de l'occupant. Malgré cette restriction, des centaines de prisonniers s'inscrivirent aux cours et poursuivirent leurs études universitaires, obtenant des diplômes de licence dans différents domaines et même des maîtrises.

Cela suscita un formidable élan parmi les prisonniers qui s'inscrivirent par centaines pour la poursuite de leurs études secondaires ou universitaires.

Les prisonniers diplômés

A ce propos, de nombreux prisonniers ont obtenu la licence et la maîtrise, comme par exemple Samir Qintar, le doyen des prisonniers libanais qui a obtenu la licence en sciences humaines et sociales et a achevé son diplôme en juin 1997 à l'université ouverte de Tel Aviv. Il poursuit actuellement des études pour obtenir d'autres diplômes universitaires.

En juin 2005, le prisonnier Muhammad Hassan Mahmud Ighbarieh, du village al-Mshayrife, dans le Triangle (zone occupée en 1948), détenu depuis 1992 et condamné à 3 perpétuités et quinze ans de prison, a obtenu le magistère en « sciences de la démocratie » à l'université ouverte de Tel Aviv. Il avait auparavant obtenu le magistère en histoire et sciences politiques.

En mai dernier (2007), le prisonnier Mansur Atef Rayan, du village de Qarawa Bani Hassan (région de Salfit) a obtenu la licence en relations internationales et sciences politiques à l'université ouverte, alors qu'il est détenu à la prison de Haddarim.

Des prisonniers exposent et discutent leurs thèses au téléphone

Dans un défi inégalé, certains prisonniers sont parvenus, non seulement à poursuivre leurs études, mais aussi à discuter leurs travaux de maîtrise et leurs thèses de doctorat par le biais des téléphones portables qu'ils avaient fait clandestinement passer en prison. De nombreux prisonniers avaient été arrêtés alors qu'ils poursuivaient leurs études universitaires. En prison, ils ont poursuivi leurs études et maintenu le contact avec leurs collègues et professeurs.

Le 16 août 2003, le prisonnier Nasir Abdel Jawad, 38 ans, a discuté sa thèse de doctorat de l'intérieur de la section 5 de la prison de Meggido, grâce au téléphone portable, pendant deux heures et demi, avec l'équipe de professeurs de l'université nationale d'al-Najah. Ce fut une première en Palestine, et probablement dans le monde. Il obtint effectivement son diplôme et est considéré comme le premier prisonnier à obtenir son doctorat au cours de sa détention.

Peu après, au cours de la même année, le prisonnier palestinien Rashid Nidal Rashid Sabri, 29 ans, discute pendant une heure et demi son mémoire de maîtrise, de l'intérieur de la prison de Ofer, grâce au téléphone portable, avec l'équipe d'enseignants de l'université de Bir Zeit.

En mai 2006, le prisonnier Tariq Abdel Karim Fayad réussit à discuter son mémoire de maîtrise par le biais de son téléphone portable, alors qu'il se trouvait dans la prison de Ofer, à l'université d'al-Quds. Fayad n'avait plus qu'à rédiger son mémoire lorsqu'il a été arrêté par l'occupant. Il acheva sa rédaction en prison. Il est de Deir al-Ghossun dans la région de Tulkarm, et est père de deux enfants.

Ce ne sont que quelques exemples récents d'une longue lutte menée par les prisonniers pour s'instruire et s'éduquer, malgré les mesures répressives de l'occupation. Le mouvement national des prisonniers représente une formidable école, dans tous les sens du terme, qui mérite qu'on s'y intéresse, en menant enquêtes et études, pour d'abord éclairer les divers aspects de la résistance dans les prisons de l'occupation et ensuite rendre hommage à ces hommes, femmes et enfants qui se sacrifient sans compter pour la libération de la patrie.

[Abdel Nasser Ferwana](#)

6 août 2007

Traduit par Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

4-2 Nadia Sweeny : Muayad Bani Odeh : Un militant du Hamas au service d'Israël.

L'annonce de sa mort, suite aux tortures infligées par les officiers de l'Autorité palestinienne, avait aggravé les discours anti-Fatah des leaders du Hamas. Mais c'était une fausse information : Muayad Bani Odeh est toujours vivant dans la prison de Junied à Naplouse, accusé de collaboration.

Seuls quelques journalistes ont pu rencontrer le jeune homme affilié au Hamas accusé d'espionnage pour les services de renseignements israéliens. Bani Odeh, 25 ans, est originaire de Tamum, un village du nord de la Cisjordanie occupée. Il explique comment il a collaboré avec l'intelligence israélienne. «Je travaillais à Jéricho, dans la construction d'immeubles. Un jour lorsque je suis rentré d'Al Hamra, j'ai été arrêté et interrogé par un colonel israélien», explique le jeune prisonnier aux journalistes. «J'ai été transféré au centre d'interrogation de Huwwara, où ils m'ont laissé quatre jours en isolement total. Peu après, Raviv, un officier israélien a tenté de me corrompre en me menaçant, mais j'ai refusé. Une femme soldat est donc entrée et a essayé de me séduire. Je n'ai pas pu résister à ses avances et j'ai couché avec elle deux fois, ensuite elle est partie. Raviv est revenu en me menaçant de divulguer les photos de moi couchant avec la femme soldat. Je n'avais pas le choix, je devais accepter leur deal. 14 jours après, je commençais officiellement ma collaboration avec l'armée israélienne», admet le prisonnier. Lors de l'opération qui a permis l'assassinat de cinq combattants palestiniens, Muayad Bani Odeh déclare avoir reçu 2.000 shekels (500 dollars) de récompense de la part de l'armée israélienne. C'était en 2003. Depuis, Israël lui a demandé d'observer les combats internes dans son village, lui offrant armes et supports financiers. Il a refusé et a été arrêté. Le Hamas réfute les aveux du prisonnier, déclarant qu'ils ont été obtenus sous la pression de la police palestinienne.

Ismaïl Haniyeh est embarrassé suite à son discours après la prière du vendredi, dans lequel il avait accusé les forces liées au Fatah de maltraiter des partisans du Hamas, dont «Muayad Bani Odeh, un fils de l'Islam de Cisjordanie, qui a été torturé à mort». Le jeune homme en question apparaît à la télévision palestinienne et déclare ne pas avoir subi de torture et avoue avoir collaboré avec l'ennemi. L'histoire de Bani Odeh est tragique, mais elle n'est pas unique. Les services secrets israéliens ont coutume d'employer diverses tactiques de corruption qui ont fait leurs preuves. «Une fois, j'ai reçu une lettre de convocation par un général israélien, au centre d'interrogation de Huwwara. Je devais m'y rendre sous peine d'être arrêté», témoigne Majid, 22 ans. «Trois de mes cousins étaient recherchés par l'armée israélienne. Tout le monde m'a conseillé de ne pas y aller, qu'ils allaient me corrompre. Je n'y ai pas été et ils ne sont jamais venus me chercher», indique-t-il. «Mon père a reçu la même convocation et y a été. Lorsqu'il attendait avec d'autres habitants, un soldat est venu lui parler comme s'il le connaissait depuis longtemps. Il l'a appelé par son nom et lui a demandé des nouvelles de certains membres de sa famille, en citant leurs noms», raconte le jeune homme. «Tout le monde a cru que mon père était un espion et on a eu des problèmes avec les brigades du camp. Mais ce n'était qu'une tactique de l'armée israélienne.

Tout le monde se méfie de tout le monde», poursuit Majid. Deux de ses cousins ont été arrêtés, le troisième, Mohammad, leader des Brigades des Martyrs d'al Aqsa, a été exécuté la nuit du 14 décembre 2006. Des centaines d'histoires de ce genre existent dans un territoire où tout s'entremêle et où l'on ne sait plus distinguer entre le vrai et le faux, le bon et le mauvais tellement les choses sont compliquées.

[Nadia Sweeny](#)

DNC à Ramallah Nadia Sweeny.

5 Annexes - Géopolitique et stratégie

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Accord de principes israélo-palestinien : les propositions israéliennes.

Israël a proposé qu'une route sécurisée à l'usage des Palestiniens entre la Cisjordanie et la bande de Gaza fasse partie d'un échange de territoires avec les Palestiniens dans le cadre de l'accord de principes qui est en train d'être rédigé avant le prochain sommet régional (prévu par le président Bush pour cet automne, ndt).

Les Palestiniens disposeraient du contrôle de la route, mais Israël en conserverait la souveraineté, et elle ne commencerait à être utilisée que lorsque l'Autorité palestinienne sous sa direction actuelle reprendrait le contrôle de la bande de Gaza.

Jérusalem pense que cela aidera le président Mahmoud Abbas et le premier ministre Salam Fayyad à gagner le soutien de l'opinion publique à Gaza, qui verrait alors que le gouvernement Hamas constitue un obstacle à la réouverture d'une voie de communication avec la Cisjordanie.

Un haut représentant israélien, qui participe aux discussions avec les Palestiniens, a dit que cet accord de principes ne réglerait pas les détails des territoires devant être transférés aux Palestiniens en échange des blocs de colonies, mais qu'il refléterait un consensus, le plus large possible, sur les questions les plus sensibles, en laissant en suspens quelques ambiguïtés. Les détails seraient réglés au cours de négociations, après le sommet de l'automne.

A Jérusalem, on pense que pour les Palestiniens, ce passage sécurisé vaut bien davantage que le territoire qu'il représente en termes de superficie, et qu'il devrait donc constituer un élément majeur de l'accord territorial. Des sources proches du président Abbas affirment qu'il n'est plus opposé à la création d'un Etat avec des frontières provisoires après la signature de l'accord de principes, à condition qu'il reçoive des assurances internationales qui promettraient un deadline pour la fin des négociations sur les frontières définitives.

Après débats internes en Israël et discussions avec les Palestiniens, tellessont les propositions en train d'être finalisées :

1. Les frontières

Le point de départ est la clôture de séparation, sans autre zone destinée à l'expansion des colonies. Cela laisserait 92% de la Cisjordanie aux

Palestiniens. Cela représenterait davantage que le territoire à l'Est de la clôture, mais moins que ce qui est prévu par les Accords de Genève.

Sur le plan intérieur israélien, les représentants israéliens évoquent la nécessité de commencer à appliquer les principes de la loi dite d'Evacuation-Compensation ("pinoui-pitzoui") aux colons de Cisjordanie. Deux projets de loi ont déjà été proposés sur cette question, l'un par les députés Colette Avital (travailliste) et Avshalom Vilan (Meretz), l'autre par Amir Peretz et Youli Tamir (travaillistes).

2. Jérusalem

Selon un représentant du gouvernement, Israël accepterait de transférer aux Palestiniens, à échéance proche, un certain nombre de quartiers et de camps de réfugiés se trouvant à l'extérieur de la clôture de sécurité et dans le no man's land. Plus tard, davantage, ou la plupart des quartiers arabes seraient transférés aux Palestiniens.

Le principe sous-jacent ressemble à celui du plan Clinton : les zones juives pour les Juifs, les zones arabes pour les Arabes. Le "bassin" des lieux saints dans la Vieille Ville serait administré conjointement par des représentants des trois religions, chacun responsable de ses lieux saints.

3. Réfugiés

Israël reconnaîtrait la souffrance des réfugiés palestiniens accepterait indirectement une part de responsabilité pour les réfugiés de la guerre de 1948. Israël participerait également à un projet international de relogement des réfugiés en Palestine, dans des territoires transférés aux palestiniens, ou dans les pays où ils vivent actuellement.

En cela, Israël se fonde sur la clause du plan de paix arabe ("initiative saoudienne") qui souligne que la solution au problème des réfugiés dépendra de l'assentiment d'Israël.

Alors que l'administration américaine n'a en aucune façon préparé l'ordre du jour de ce sommet, elle considère cet accord de principes comme la clé de son succès, et encourage les parties à progresser avant sa tenue. Les Américains pensent que cet accord améliorerait grandement les chances que l'Arabie saoudite participe à ce sommet, et qu'elle soutiendra Abbas et Fayyad, économiquement et politiquement. Pour relier ce sommet régional aux initiatives arabe et saoudienne, les Saoudiens et les Palestiniens souhaitent que le sommet traite également de la question israélo-syrienne.

Akiva Eldar

Traduction : Gérard pour La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org/>

5-2 Burhan Ghalioun : Qui est responsable de la propagation de la violence dans le monde ?

Si leurs manœuvres réussissent, il ne faudra pas longtemps avant que le monde entier ne bascule sous la tutelle de régimes policiers ne songeant qu'à restaurer le pouvoir de la bureaucratie sous prétexte de faire front à la violence.

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux gouvernements des grandes puissances et diverses forces politiques se sont servis de l'intensification des opérations violentes exécutées par certains courants islamistes liés à al-Qaeda ou utilisant son nom, pour gagner l'opinion mondiale à leurs politiques sécuritaires et l'aligner à leurs positions visant à transformer la guerre contre le terrorisme en pivot de la politique internationale.

De ce fait, ils ont également contribué à la création du mythe d'al Qaeda devenue le pôle d'attraction de toutes ces forces et groupements suicidaires et nihilistes qui ne supportent plus l'ordre d'oppression mondial et rêvent effectivement de le ruiner et de lui substituer le chaos. Du côté des nombreux partisans de la riposte violente à la violence et de la limitation des libertés publiques, de la multiplication des dispositifs de harcèlement, d'inquisition, de surveillance, de tables d'écoute, qui menacent l'ensemble des libertés civiles, on se demande si la communauté internationale a déployé suffisamment d'efforts pour contrer le terrorisme. Ce faisant, on espère pousser à plus de raison et peut-être même à l'autocritique les catégories hésitant à cautionner les mesures sécuritaires rigoureuses citées plus haut à cause de la limitation des libertés publiques qu'elles entraînent.

En bref, les Etats et forces qui continuent à privilégier le recours à la guerre face au terrorisme afin d'imposer leur ordre du jour politique et stratégique propre, tentent, à l'instar du président Bush à Washington, d'acculer leurs contradicteurs en leur imputant implicitement la responsabilité de la propagation de la violence du fait qu'ils ne souscrivent pas à l'usage de tous les procédés et moyens réclamés par le pouvoir pour être investis dans sa bataille contre la violence. Si leurs manœuvres réussissent il ne faudra pas longtemps avant que le monde entier ne bascule sous la tutelle de régimes policiers ne songeant qu'à restaurer le pouvoir de la bureaucratie sous prétexte de faire front à la violence. Il ne s'agit pas là d'un danger probable mais d'un mal en incubation, d'autant plus que c'est l'Etat le plus grand qui en propage les germes dont il use comme bouclier pour parer à toutes les critiques dirigées contre sa politique d'aventurisme désastreux au Moyen-Orient, dans le Caucase et autres régions du monde.

Or, jamais le monde n'a connu de plus grande extension de la violence que depuis la promotion de la doctrine exhortant à la guerre contre le terrorisme à l'échelle planétaire. Une évaluation s'impose, à savoir si ce n'est pas cette doctrine elle-même et les stratégies qu'elle a impliquées qui sont responsables de l'extension du cercle de la violence plutôt que l'insuffisance des moyens déployés pour la contrer ou que l'hésitation d'une partie de l'opinion publique à cautionner ces moyens. Même qu'il n'est pas excessif de dire que l'élargissement du cercle de la violence prouve bien plus l'échec cuisant de la doctrine de la guerre mondiale contre le terrorisme qu'il ne confirme l'insuffisance des moyens mobilisés à son service. Une telle extension aurait été inimaginable si la communauté internationale s'était donné les moyens de résorber les problèmes internationaux générant la violence plutôt que de cautionner les efforts de guerre et d'éluder les vraies questions. Pourtant même à ce niveau, un tel échec était difficilement prévisible n'étaient les objectifs politiques fixés, lesquels n'avaient aucun rapport, de près ou de loin, avec l'anéantissement du terrorisme.

Ceci pour dire que dès le départ, derrière la guerre mondiale contre le terrorisme se dissimulaient divers ordres du jour convergeant tous vers l'objectif des forces mondiales hégémoniques qui cherchaient à monopoliser l'initiative aux dépens des espoirs de changement et de transformation positive conformes à l'intérêt des peuples et couches démunies. Cette entreprise avait débuté en 1998, avec l'organisation à Charm El-Cheikh, de la première conférence internationale contre le terrorisme qui se proposait de crédibiliser les politiques expansionnistes d'Israël, de l'aider à isoler le peuple palestinien, à briser sa volonté et son moral afin de permettre à Tel-Aviv de conserver puis d'annexer les territoires occupés. Par la suite, cette guerre est devenue la couverture théorique et idéologique justifiant les politiques américaines de suprématie, au Moyen-Orient notamment, avant de se transformer en pivot et en ordre du jour principal de la politique internationale, dans un contexte où l'instrumentalisation de la guerre contre le terrorisme devenait l'option de tous les régimes en place pour esquiver les problèmes internes et s'affranchir des responsabilités.

Que la guerre contre le terrorisme ait en fait servi à développer le terrorisme s'explique dans la mesure où les peuples exposés à la menace, ou comme en Palestine et en Irak, exposés à l'anéantissement national et au dépérissement, font face à un défi jamais connu auparavant - celui de la mobilisation de l'ensemble de l'opinion internationale contre leurs droits et, au-delà, celui de la justification des politiques adoptées par les forces violant ces droits. Jamais contrainte colonialiste n'a joui d'une période de grâce plus longue ni d'une adhésion plus grande quant aux politiques américaines explicitement colonialistes au Moyen-Orient, dans le Caucase et en Afrique, qu'au cours des deux dernières décennies. Jamais non plus Israël n'a connu de conjoncture plus favorable pour étendre ses colonies, renforcer sa présence dans les territoires palestiniens et syriens occupés et bafouer les intérêts des peuples, qu'au cours des vingt ans passés.

Toutefois, ce ne sont pas uniquement les grands Etats qui ont fait emploi de la guerre contre le terrorisme pour restaurer leur contrôle et récupérer l'initiative dans les zones d'influence qui commençaient à leur échapper ; les régimes oligarchiques arabes et autres ont usé du même prétexte et en usent toujours pour renforcer leur contrôle interne, boucher l'horizon des réformes démocratiques et renforcer la poigne d'un petit nombre de personnes à l'appât féroce sur les ressources comme sur le destin de leurs peuples.

Et ainsi la guerre contre le terrorisme s'est transformée en une enseigne masquant la guerre ouverte contre les peuples dans le monde entier, contre la liberté, les intérêts et le futur de leurs individus. Elle sert de couverture pour dissimuler le monopole des décisions, le pillage des Etats, la marginalisation des sociétés, l'éclosion de mafias internationales qui se concertent derrière le dos des peuples et à leurs dépens, dissimulant le troc d'intérêts et l'échange de services sous des devises et discours propagandistes onctueux. Une telle situation ne pouvait aboutir qu'à une plus grande dégradation des conditions de vie des peuples avec l'aggravation de l'insécurité individuelle, la recrudescence des mesures répressives, des contraintes et enlèvements, l'intensification des phénomènes de pauvreté et du chômage, la transgression des lois et le rétrécissement du champ optionnel pour tous les habitants.

Cette situation n'a pas seulement créé des conditions plus favorables à l'embrigadement d'une jeunesse privée d'horizons et d'espoir, cherchant une issue après la faillite de tous les moyens économiques y compris ceux tablant sur l'émigration vers les pays riches et les chances de travail dans les pays du Golfe et en Europe, mais elle a aussi fourni davantage de justifications à la logique de la violence et de sa cause. Autant les mesures de

sécurité arbitraires - dont les incarnations les plus éloquentes en sont les camps de détention de Guantanamo et d'Abou Ghraib, les politiques du siège imposé au peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie, le harcèlement des activistes politiques et civils dans la plupart des Etats arabes, pour des raisons dérisoires ou même sans raison - ont détruit la crédibilité des systèmes politiques et les solutions fondées sur le respect de l'autre, les valeurs de justice et d'égalité, le respect minutieux des lois, autant la profanation de ces mêmes valeurs et lois de la part des groupes terroristes est devenue chose habituelle et acceptable aux yeux de larges parts de l'opinion et a justifié aux yeux de nombreux jeunes chômeurs et révoltés l'emprunt de la voie du crime, de l'action illégale et même terroriste.

C'est pour cela qu'il n'est pas étrange que la guerre mondiale déclarée au terrorisme soit la cause première de la propagation de la violence et du terrorisme dans la mesure où cette guerre était en fait dirigée contre l'indépendance, la souveraineté, la liberté des peuples et l'exercice de leurs droits. S'il est impossible à n'importe quelle personne raisonnable de ne pas condamner les actions terroristes, il est également impensable de ne pas condamner pour le même crime et plus sévèrement encore ceux qui, par leurs politiques hostiles et l'indifférence outrancière affichée à l'égard des intérêts des gens, de leurs droits et de leurs sentiments, ont transformé et continuent de transformer les jeunes du Moyen-Orient eux-même en hors-la-loi et certains en criminels.

Burhan Ghalioun

Burhan Ghalioun est professeur de sociologie politique à la Sorbonne nouvelle Paris III. Auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur la société et la politique du monde arabe, il est l'une des figures intellectuelles les plus engagées dans le mouvement de démocratisation de la Syrie et du monde arabe.

9 mai 2007 - Al-Ittihad - Publié sur le [blog du Pr. Burhan Ghalioun](#) - Traduit de l'arabe par M.A.

http://www.protection-palestine.org/article.php3?id_article=5094